

Espace : La zone la plus discrète – peut-être la plus stratégique –

La Suisse participe aux programmes Galileo et EGNOS depuis 2014 dans le cadre d'un accord de coopération à durée indéterminée. Sa participation à l'Agence spatiale européenne (EUSPA) est désormais encadrée par un nouvel accord. Ce dernier a été conclu le 2 mars 2026 et est appliqué à titre provisoire depuis le 1er janvier 2026.

La navigation par satellite n'est plus seulement une fonction pratique des systèmes de navigation automobile.

Cela affecte les transports, l'aviation, les services de secours, les services de synchronisation et de temps, les infrastructures critiques, les télécommunications et, de plus en plus, les questions de sécurité et de défense.

Le gouvernement fédéral lui-même décrit Galileo et EGNOS comme des systèmes qui renforcent l'indépendance de l'Europe vis-à-vis du GPS américain et du GLONASS russe.

Et c'est précisément là que se pose un paradoxe intéressant pour la Suisse :

La Suisse participe à un système européen conçu pour accroître l'indépendance stratégique de l'Europe vis-à-vis des autres grandes puissances, la rendant ainsi plus dépendante des infrastructures.

dépendante, sur laquelle elle n'a aucun contrôle souverain.

Cela ne signifie pas que la participation serait une erreur. Au contraire : l'accès à plusieurs systèmes de navigation peut renforcer la résilience de la Suisse.

Mais l'autonomie stratégique est différente d'un simple accès technique.

Le service PRS hautement sécurisé

Le service public réglementé (PRS) de Galileo est particulièrement intéressant .

Ce service crypté, particulièrement robuste, est destiné aux utilisateurs autorisés par l'État et soumis à des exigences de sécurité élevées, tels que les agences gouvernementales et les services d'urgence. Selon le gouvernement fédéral allemand, l'adhésion à l'EUSPA est une condition préalable à l'accès à ce service au sein de l'UE.

Cela concerne les infrastructures critiques de l'État.

La Suisse est donc confrontée à des questions telles que :

Qui contrôle le système en cas de crise ?

De quels droits d'accès dispose la Suisse ?

Quelles informations reçoit-elle ?

Quelles décisions peut-elle contribuer à façonner – et lesquelles ne le peut-elle pas ?

Que se passe-t-il en cas de grave différend politique entre la Suisse et l'UE ?

Et comment un système européen pertinent en matière de politique de sécurité s'intègre-t-il à long terme à la neutralité et à la politique de sécurité suisses ?

Il ne s'agit pas d'arguments contre Galilée. Mais ce sont des questions qui sont facilement négligées dans une analyse purement technologique et économique.

Parallèlement, il existe un avantage significatif.

La Suisse a déjà investi dans Galileo et EGNOS. Sa participation à l'EUSPA vise à pérenniser ces investissements et à lui donner accès aux informations relatives au fonctionnement et au développement futur de ces programmes.

Nous pourrions investir de l'argent et du savoir-faire dans les infrastructures européennes sans pour autant être suffisamment impliqués dans leur développement opérationnel.

De ce point de vue, l'EUSPA est tout à fait logique.

Quel est le lien entre ces trois domaines apparemment sans rapport ?

À première vue, les camions, les universités et les satellites n'ont pas grand-chose en commun.

Cependant, à y regarder de plus près, les trois présentent le même schéma de base :

Zone	Avantage	Question à long terme
transport terrestre	accès au marché et coordination Trafic	Dans quelle mesure la Suisse suivra-t-elle le droit routier de l'UE à l'avenir ?
Recherche/Éducation	Accès aux réseaux et programmes de financement	La coopération scientifique conduit-elle à une dépendance politique ?
espace	Accès à Galileo, EGNOS et EUSPA	Qui contrôle les infrastructures stratégiques en cas de crise ?

Non pas un transfert spectaculaire de souveraineté suisse, mais une intensification progressive des dépendances sectorielles.

Chacune de ces justifications peut être objectivement invoquée. Pour le transport terrestre, il s'agit de raisons économiques et environnementales. Pour Horizon, de raisons scientifiques. Pour Galileo, de considérations liées à la sécurité et aux politiques technologiques.

À quel moment de nombreuses collaborations individuelles opportunistes se transforment-elles en une dépendance structurelle qui modifie de fait le champ d'action politique de la Suisse ?